



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 162

## **Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture**

---

**Présentation**

**Présenté par**  
**M. Herbert Marx**  
Ministre de la Justice, responsable de la Protection du consommateur

---

**Éditeur officiel du Québec**  
**1986**

347-14

1081

Q2

1985/88

7

Q2

me 22

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a principalement pour objet d'assurer la protection des sommes versées par les acheteurs d'arrangements préalables de services funéraires et de sépulture. Il s'applique notamment aux directeurs de funérailles et aux exploitants de cimetières à l'exclusion des cimetières religieux.*

*Ce projet oblige les vendeurs de services funéraires ou de sépulture à déposer dans un compte en fidéicommiss auprès d'une institution financière 90% du prix des biens et des services qui doivent être fournis au décès de l'acheteur.*

*Ce projet prévoit qu'une fois ainsi déposées, ces sommes ne pourront être retirées par le vendeur que sur production d'un certificat de décès et d'une preuve que les biens et les services ont été fournis.*

*Ce projet prévoit également que les revenus du compte en fidéicommiss, jusqu'à concurrence de l'indice des prix à la consommation, sont conservés annuellement dans le compte, le surplus pouvant être retiré par le vendeur.*

*Il crée également, pour les fonds en fidéicommiss, une fiducie en faveur des acheteurs ce qui, en cas de déconfiture du vendeur met ces fonds à l'abri des créanciers de ce dernier.*

*Ce projet prévoit qu'un contrat d'arrangements préalables de services funéraires ou de sépulture conclu par vente itinérante, peut être résolu dans les trente jours sans pénalité.*

*À l'expiration de ce délai ou lorsque le contrat n'a pas été conclu par vente itinérante, l'acheteur pourra résoudre unilatéralement son contrat moyennant une pénalité équivalant à 10% du prix du contrat non déposé en fidéicommiss. L'acheteur recevra alors 90% du prix du contrat indexé au coût de la vie. Ce droit de résolution ne s'appliquera pas aux sépultures, c'est-à-dire aux lots de cimetière ou aux niches de columbarium, non plus qu'aux biens déjà livrés telle une pierre tombale.*

*Ce projet prévoit aussi diverses autres obligations pour les vendeurs tel que l'obligation dans les cas prévus à la loi de détenir un permis de directeur de funérailles en vertu de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35) et l'obligation de conclure des contrats écrits contenant une ventilation de tous les biens et services offerts de même que leur prix respectif.*

*Ce projet prévoit enfin, dans la mesure qui y est définie, des mesures analogues de protection pour les fonds perçus avant l'entrée en vigueur de la loi.*

**LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:**

1° La Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)

2° La Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)



# Projet de loi 162

## Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### CHAPITRE I

#### DÉFINITIONS ET APPLICATION

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«**acheteur**»: la personne partie à un contrat d'arrangements préalables de services funéraires ou d'achat préalable de sépulture qui est tenue au paiement des biens ou des services prévus au contrat;

«**contrat**»: un contrat régi par la présente loi;

«**représentant**»: une personne qui agit pour un vendeur ou au sujet de laquelle un vendeur a donné des motifs raisonnables de croire qu'elle agit en son nom;

«**vendeur**»: la personne partie à un contrat d'arrangements préalables de services funéraires ou d'achat préalable de sépulture qui est tenue de fournir les biens ou les services prévus au contrat.

**2.** La présente loi s'applique à tout contrat d'arrangements préalables de services funéraires et à tout contrat d'achat préalable de sépulture, à l'exception des contrats conclus directement entre un acheteur et l'exploitant d'un cimetière religieux et ayant pour seul objet un bien ou un service fourni dans ce cimetière.

Le contrat d'arrangements préalables de services funéraires est un contrat conclu du vivant d'une personne et ayant pour objet des services funéraires à fournir à cette personne au moment de son décès ou en rapport avec ce décès, moyennant un paiement partiel ou total à effectuer avant le décès.

Les services funéraires sont les biens et les services requis avant l'inhumation ou la crémation d'une personne décédée, ainsi que l'inhumation ou la crémation et les autres biens et services fournis en conséquence ou en rapport avec le décès, à l'exception d'une sépulture et de son entretien.

Le contrat d'achat préalable de sépulture est un contrat ayant pour objet l'achat d'un droit d'utilisation ou l'achat de services d'entretien d'une sépulture destinée à recevoir les restes d'une ou de plusieurs personnes non décédées au moment de l'achat, moyennant un paiement total ou partiel à effectuer avant le décès.

La sépulture est une concession, un compartiment ou un autre espace dans un cimetière, dans un colombarium, dans un mausolée ou dans un autre endroit servant aux mêmes fins.

On entend par « exploitant d'un cimetière religieux » la personne autorisée par l'autorité religieuse compétente, à exploiter ou à administrer un cimetière que cette autorité religieuse a établi en vertu d'une loi du Québec l'habilitant à cette fin.

## CHAPITRE II

### FORMATION DES CONTRATS ET DROIT DE RÉOLUTION

#### SECTION I

##### PERMIS

**3.** Nul ne peut solliciter ou conclure un contrat par lequel il s'engage à fournir ou à obtenir que soit fourni un bien ou un service qu'une personne ne peut fournir sans détenir le permis de directeur de funérailles requis en vertu de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35), à moins qu'il ne détienne un tel permis.

#### SECTION II

##### RÈGLES DE FORMATION DES CONTRATS

**4.** Tout contrat doit être constaté par écrit et les règles de formation des contrats qui doivent être constatés par écrit prescrites par les articles

24 à 28 et 30 à 33 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) s'appliquent à un tel contrat en y faisant les adaptations nécessaires. Une modification au contrat est soumise aux mêmes règles.

**5.** Le vendeur doit annexer au double du contrat qu'il remet à l'acheteur une formule de résolution conforme au modèle de l'annexe 1, lorsque le contrat est sollicité, négocié ou conclu ailleurs que dans une résidence funéraire ou ailleurs qu'à une place d'affaires du vendeur.

**6.** Dans les deux jours de la conclusion du contrat, le vendeur doit transmettre une copie du contrat à la tierce personne désignée par l'acheteur.

Le vendeur est toutefois dispensé de l'obligation prévue au premier alinéa lorsque l'acheteur préfère s'abstenir de désigner une tierce personne et que sa volonté en ce sens est exprimée par écrit au contrat et fait l'objet d'une signature particulière.

**7.** Un contrat d'arrangements préalables de services funéraires doit indiquer:

1° le nom et l'adresse de l'acheteur, ainsi que ceux de la personne à qui les biens et les services doivent être fournis lorsque cette personne n'est pas l'acheteur;

2° le nom et l'adresse du vendeur, ainsi que ceux de son représentant lorsque le contrat est conclu ailleurs qu'à la place d'affaires du vendeur;

3° le numéro du contrat, sa date et l'adresse où il est signé;

4° la description de chaque bien et de chaque service;

5° le prix de chaque bien et de chaque service, ainsi que les droits exigibles en vertu d'une loi fédérale ou provinciale;

6° le total des sommes que l'acheteur doit déboursier pour les biens, le total des sommes qu'il doit déboursier pour les services et le prix total du contrat;

7° les modalités de paiement;

8° le nom et l'adresse de la personne à qui le vendeur doit transmettre une copie du contrat, sauf dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 6;

9° toute autre mention prescrite par règlement.

Une modification au contrat doit identifier le contrat et décrire les changements convenus entre les parties, incluant les variations qu'ils entraînent aux mentions requises par les paragraphes 5°, 6° et 7° s'il en est. La modification est réputée faire partie du contrat.

**8.** Un contrat d'achat préalable de sépulture doit indiquer:

1° le nom et l'adresse de l'acheteur;

2° le nom et l'adresse du vendeur, ainsi que ceux de son représentant lorsque le contrat est conclu ailleurs qu'à la place d'affaires du vendeur;

3° le numéro du contrat, sa date et l'adresse où il est signé;

4° la description de la sépulture, en précisant notamment son emplacement, ses dimensions, le nombre de défunts qu'elle peut contenir et, lorsque la sépulture est déterminée, les coordonnées permettant de la distinguer;

5° la description des services d'entretien;

6° le prix de la sépulture et celui des services d'entretien;

7° les modalités de paiement;

8° le nom et l'adresse de la personne à qui le vendeur doit transmettre une copie du contrat, sauf dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 6;

9° toute autre mention prescrite par règlement.

Une modification au contrat doit identifier le contrat et décrire les changements convenus entre les parties, incluant les variations qu'ils entraînent aux mentions requises par les paragraphes 6° et 7° s'il en est. La modification est réputée faire partie du contrat.

**9.** Il est interdit, dans un contrat ou dans plusieurs contrats conclus avec un même acheteur par un vendeur ou par plusieurs vendeurs collaborant régulièrement entre eux, de ventiler le prix des biens et des services de façon à minimiser indûment et d'une manière susceptible de causer préjudice à l'acheteur la somme qui doit être déposée dans un compte en fidéicommiss en vertu de la présente loi.

Est interdite dans un contrat la clause d'indexation et toute autre clause ayant pour objet de permettre au vendeur d'augmenter le prix des biens ou des services prévu au contrat.



## SECTION III

## RÉSOLUTION DES CONTRATS PAR L'ACHETEUR

§ 1.—*Résolution sans pénalité*

**10.** Un contrat sollicité, négocié ou conclu ailleurs que dans une résidence funéraire ou ailleurs qu'à une place d'affaires du vendeur peut être résolu par l'acheteur à la discrétion de ce dernier et sans frais ni pénalité dans les trente jours qui suivent celui où chacune des parties est en possession d'un double du contrat.

Lorsque la personne à qui les services funéraires ou la sépulture sont destinés décède avant l'expiration du délai prévu au premier alinéa, l'acheteur ou la succession du décédé s'il est l'acheteur, peut renoncer par écrit à la partie non expirée du délai, lequel est alors abrégé en conséquence.

**11.** L'acheteur se prévaut de la faculté de résolution par l'envoi de la formule prévue à l'article 5 ou d'un autre avis écrit à cet effet au vendeur ou à son représentant.

Le contrat est résolu de plein droit à compter de l'envoi de la formule ou de l'avis.

**12.** Le vendeur ne peut fournir un bien ou un service ni percevoir de paiement partiel ou total en vertu d'un contrat visé à l'article 10 avant l'expiration du délai de résolution prévu à cet article.

§ 2.—*Résolution avec pénalité*

**13.** Un contrat d'arrangements préalables de services funéraires sollicité, négocié ou conclu dans une résidence funéraire ou à une place d'affaires du vendeur peut en tout temps être résolu par l'acheteur à la discrétion de ce dernier mais moyennant la pénalité prévue à l'article 17.

Il en est de même du contrat d'arrangements préalables de services funéraires sollicité, négocié ou conclu ailleurs, une fois qu'est expiré le délai de résolution prévu à l'article 10.

**14.** L'acheteur se prévaut de la faculté de résolution par l'envoi d'un avis écrit à cet effet au vendeur ou à son représentant.

**15.** Le contrat est résolu de plein droit à compter de l'envoi de l'avis. Toutefois, lorsque des biens ou des services ont été fournis avant la résolution, celle-ci demeure sans effet quant à ces biens et ces services.

**16.** Aux fins de la présente loi, un bien est réputé fourni lorsqu'il est mis en possession actuelle de l'acheteur ou lorsqu'il est identifié et réservé pour l'acheteur qui peut en prendre possession sur demande.

Aux mêmes fins, un service consistant à effectuer une inscription est réputé fourni quoiqu'on ait différé l'indication de la date du décès, lorsque toute l'inscription est par ailleurs complétée de la façon, dans les termes et à l'époque convenus par écrit entre les parties.

**17.** Lorsqu'un contrat est résolu en vertu de l'article 13, le vendeur a droit, à titre de pénalité, au pourcentage du prix du contrat qu'il est autorisé à ne pas déposer en fidéicommis en vertu du deuxième alinéa de l'article 20, ainsi qu'aux revenus générés avant la résolution par les sommes en fidéicommis pour cet acheteur, déduction faite de la partie de ces revenus qui doit être retenue en fidéicommis aux termes de l'article 26.

**18.** Le vendeur doit, dans les 45 jours de la résolution, remettre à l'acheteur un montant égal au total des sommes qu'il est tenu de déposer en fidéicommis pour cet acheteur en vertu de l'article 20 et de la partie des revenus générés par ces sommes qui doit être retenue en fidéicommis aux termes de l'article 26.

## CHAPITRE III

### PROTECTION DES SOMMES

#### SECTION I

##### DÉPÔTS EN FIDÉICOMMIS

**19.** Avant d'effectuer un premier dépôt en fidéicommis auprès de l'institution financière qu'il choisit pour recevoir des dépôts en fidéicommis faits en vertu de la présente loi, le vendeur doit requérir de cette institution qu'elle souscrive un engagement à assumer, quant aux sommes qui lui sont confiées par le vendeur, les devoirs, les obligations et les responsabilités que la présente loi impose au dépositaire.

L'engagement souscrit doit être conforme au modèle prévu à l'annexe 2 et doit être transmis au président de l'Office de la protection du consommateur à la demande de ce dernier.

On entend par « institution financière » une banque ou une institution autorisée à recevoir des dépôts en vertu de la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26).

On entend par «dépositaire» une institution financière qui s'est engagée conformément au premier alinéa.

**20.** Le vendeur doit, dans les 45 jours de la perception, déposer dans un compte en fidéicommis auprès du dépositaire toute somme qu'il perçoit en paiement partiel ou total d'un contrat d'arrangements préalables de services funéraires.

Le vendeur n'est cependant pas tenu de déposer en fidéicommis :

1° une somme représentant au plus 10 p. cent du prix des biens et des services prévus au contrat qui n'ont pas été fournis;

2° la somme représentant le prix des biens et des services déjà fournis et tous droits exigibles en vertu d'une loi fédérale ou provinciale.

**21.** Lorsqu'un vendeur perçoit une somme en paiement partiel ou total d'un contrat d'achat préalable de sépulture et que les coordonnées permettant de distinguer la sépulture ne sont pas précisées au contrat ou que cette sépulture n'est pas actuellement disponible, le vendeur doit, dans les 45 jours de la perception, déposer cette somme dans un compte en fidéicommis auprès du dépositaire.

**22.** Sauf conformément aux dispositions de l'article 30, le vendeur ne peut effectuer de retrait partiel ou total des sommes déposées en fidéicommis en vertu des articles 20 ou 21.

**23.** Chaque fois qu'il effectue un dépôt ou un retrait auprès du dépositaire, le vendeur doit produire avec le dépôt ou le retrait une liste des noms et des adresses de chacun des acheteurs pour le compte desquels il effectue un dépôt ou un retrait, avec indication, pour chacun, du numéro de son contrat et de la somme déposée ou retirée pour son compte.

## SECTION II

### ADMINISTRATION ET UTILISATION DES SOMMES

**24.** Le dépositaire administre les fonds en fidéicommis qu'il détient en vertu de la présente loi. Il doit les garder au Québec et n'en permettre l'utilisation que conformément à la présente loi.

Dans la présente loi, on entend par «fonds en fidéicommis» l'ensemble des sommes déposées en fidéicommis en vertu des articles 20 ou 21 et de la partie des revenus retenue en fidéicommis en vertu de l'article 26, à l'exclusion des sommes retirées en vertu des articles 30 et 31.

**25.** Les fonds en fidéicommis ne peuvent faire l'objet de placements que sous forme de bons du Trésor ou d'obligations émises ou garanties par le gouvernement du Canada ou d'une province ou par une corporation municipale ou scolaire au Canada, sous forme de certificats de dépôts à terme d'une institution financière ou sous une autre forme prévue par règlement.

Le choix des placements à effectuer sous l'une des formes autorisées par le premier alinéa appartient au dépositaire ou au vendeur selon la convention entre les parties à ce sujet.

Le terme d'un placement ne peut excéder 5 ans.

**26.** Entre le 15 mars et le 31 mars de chaque année, une partie des revenus générés par les fonds en fidéicommis doit être distraite par le dépositaire, lequel doit retenir en fidéicommis cette partie des revenus.

La partie à distraire et à retenir en fidéicommis en vertu du premier alinéa doit équivaloir à un pourcentage du solde annuel moyen des fonds en fidéicommis pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent, calculé à partir des soldes mensuels moyens de ces fonds.

Le pourcentage visé au deuxième alinéa doit être égal à l'augmentation en pourcentage entre l'indice des prix à la consommation de l'année visée à cet alinéa et celui de l'année précédente.

**27.** L'indice des prix à la consommation pour une année est la moyenne annuelle calculée à partir des indices mensuels des prix à la consommation au Canada, établis par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre S-16), pour les 12 mois de l'année pour laquelle cet indice est calculé.

Si la moyenne annuelle calculée en vertu du premier alinéa ou le pourcentage calculé en vertu de l'article 26 comporte plus de trois décimales, les trois premières seulement sont retenues et la troisième est augmentée d'une unité si la quatrième est égale ou supérieure à 5.

**28.** Les revenus retenus en fidéicommis en vertu de l'article 26 sont réputés accroître proportionnellement chacune des sommes détenues en fidéicommis pour le compte d'un acheteur.

**29.** La partie des revenus générés par les fonds en fidéicommis qui excède la partie devant être retenue en fidéicommis en vertu de l'article 26 appartient au vendeur et ces revenus peuvent lui être versés aux époques et selon les modalités convenues entre le vendeur et le

dépositaire. Les frais d'administration des fonds en fidéicommiss sont à la charge du vendeur.

**30.** Les sommes déposées en fidéicommiss pour le compte d'un acheteur déterminé ne peuvent être retirées que dans les cas, dans les proportions et aux conditions qui suivent :

1° en cas de résolution du contrat par l'acheteur en vertu de l'article 13, toutes les sommes déposées par suite du contrat peuvent être retirées sur production d'une copie de l'avis prévu à l'article 14 et d'un reçu signé par l'acheteur attestant qu'une somme égale à celle réclamée lui a été versée ;

2° lorsqu'un bien ou un service prévu à un contrat d'arrangements préalables de services funéraires est fourni après le premier dépôt en fidéicommiss par suite du contrat et avant le décès de la personne à qui le bien ou le service doit être fourni, une somme égale au prix indiqué au contrat pour le bien ou le service peut être retirée sur production de l'accusé de réception prévu au paragraphe 1° de l'article 35 ou d'une copie de l'avis prévu au paragraphe 2° de l'article 35 et d'une preuve de sa réception par l'acheteur ;

3° lorsque les coordonnées permettant de distinguer la sépulture prévue au contrat d'achat préalable de sépulture sont déterminées et que cette sépulture est actuellement disponible, toutes les sommes déposées par suite du contrat peuvent être retirées sur production de l'avis prévu à l'article 36 et d'une preuve de sa réception par l'acheteur ;

4° lorsqu'un contrat d'achat préalable de sépulture est résolu par entente écrite entre l'acheteur et le vendeur, toutes les sommes déposées par suite du contrat peuvent être retirées sur production d'une copie de l'entente et d'un reçu signé par l'acheteur attestant qu'une somme égale à celle réclamée lui a été versée ;

5° lorsque la modification apportée à un contrat entraîne une diminution du prix total d'abord prévu au contrat pour les biens et les services, une somme égale à la diminution peut être retirée sur production d'une copie du contrat et de l'écrit le modifiant, ainsi que d'un reçu signé par l'acheteur attestant qu'une somme égale à celle réclamée lui a été versée ;

6° suite au décès de la personne à qui des biens ou des services prévus à un contrat d'arrangements préalables de services funéraires devaient être fournis, toutes les sommes déposées par suite du contrat pour les biens ou les services achetés pour cette personne peuvent être retirées sur production d'une attestation de décès émanant d'une autorité

compétente autre que le vendeur et d'une déclaration assermentée du vendeur décrivant les biens et les services fournis par suite du décès et indiquant le montant qu'il réclame;

7° lorsqu'un jugement concernant une somme déposée qui est encore en fidéicommis ordonne que cette somme soit payée par le vendeur ou libérée par le dépositaire, cette somme peut être retirée sur production du jugement;

8° suite à un changement de dépositaire, la totalité des fonds en fidéicommis ou la totalité des sommes visées à l'article 79 doivent être transférés entre deux dépositaires directement d'un compte en fidéicommis à un autre à l'époque, aux conditions et selon les modalités prévues par règlement.

**31.** Chaque fois qu'une somme est retirée conformément à l'article 30, le dépositaire doit libérer la proportion des revenus retenus en fidéicommis qui, en vertu de l'article 28, est réputée avoir accru cette somme.

Les revenus ainsi libérés appartiennent à la personne qui a droit à la somme qu'ils sont réputés avoir accrue.

**32.** Le dépositaire doit, quant à chaque acheteur, tenir à jour une comptabilité des sommes déposées et du solde détenu en fidéicommis.

Il doit aussi, pour la période prévue par règlement, conserver les documents produits à l'occasion de chaque retrait effectué en vertu de l'article 30.

**33.** Les sommes qui sont perçues par un vendeur et qui doivent être déposées en fidéicommis en vertu de la présente loi ainsi que les fonds en fidéicommis ne peuvent faire l'objet d'aucune saisie.

Les sommes et les fonds mentionnés au premier alinéa sont, tant qu'ils ne peuvent faire l'objet d'un retrait autorisé par la présente loi, réputés détenus en fiducie pour les acheteurs par le vendeur et, en cas de liquidation, cession ou faillite, un montant égal au total des sommes et des fonds ainsi réputés détenus en fiducie doit être considéré comme formant un fonds séparé ne faisant pas partie des biens sujets à la liquidation, cession ou faillite, que ce montant ait été ou non conservé distinct et séparé des propres fonds du vendeur ou de la masse des biens.

## CHAPITRE IV

## OBLIGATIONS DIVERSES

**34.** Le dépositaire doit, dans les 30 jours du premier dépôt en fidéicommis effectué pour le compte d'un acheteur par suite d'un contrat, informer l'acheteur par écrit de la date et du montant du dépôt en précisant le numéro du contrat par suite duquel le dépôt a été effectué.

**35.** Lorsqu'un bien ou un service prévu à un contrat d'arrangements préalables des services funéraires est fourni à l'acheteur après le premier dépôt en fidéicommis par suite du contrat et avant le décès de la personne à qui le bien ou le service doit être fourni, le vendeur doit:

1° s'il s'agit d'un bien mis en possession actuelle de l'acheteur, faire signer par l'acheteur un accusé de réception décrivant le bien fourni et précisant le numéro du contrat, le prix du bien et la date à laquelle il a été fourni;

2° s'il s'agit d'un bien identifié et réservé pour l'acheteur qui peut en prendre possession sur demande ou s'il s'agit d'un service, expédier à l'acheteur un avis décrivant le bien ou le service et indiquant le numéro du contrat, le prix du bien ou du service, la date à laquelle il a été fourni et, dans le cas d'un bien, la façon dont il est identifié et l'endroit où il est disponible pour l'acheteur.

**36.** Lorsque les coordonnées permettant de distinguer la sépulture prévue à un contrat d'achat préalable de sépulture ne sont déterminées qu'après le premier dépôt en fidéicommis par suite du contrat ou que cette sépulture n'est devenue disponible qu'après ce dépôt, le vendeur doit expédier à l'acheteur un avis l'informant des coordonnées permettant de distinguer la sépulture et de la disponibilité de celle-ci et indiquant le numéro du contrat et le prix de la sépulture.

**37.** Le vendeur doit mettre à la disposition du public, en tout temps et à chacune de ses places d'affaires, une liste à jour du prix de chaque bien et de chaque service qu'il offre.

## CHAPITRE V

## ADMINISTRATION PROVISOIRE

**38.** Le président de l'Office de la protection du consommateur peut nommer un administrateur provisoire pour administrer temporairement, continuer ou terminer les affaires en cours d'un vendeur, dans l'un des cas suivants:

1° lorsque le vendeur opère sans détenir un permis de directeur de funérailles ou que son permis est annulé, suspendu ou non renouvelé et que le vendeur est ou devient en conséquence inhabile à donner suite à des contrats qu'il a conclus;

2° lorsque le vendeur fait faillite ou cession de ses biens, qu'il devient insolvable ou qu'il cesse d'opérer.

Les articles 338.2, 338.3 et 338.4 de la Loi sur la protection du consommateur s'appliquent à cette nomination en y faisant les adaptations nécessaires.

**39.** L'administrateur provisoire possède les pouvoirs nécessaires à l'exécution du mandat que lui confie le président.

Il peut notamment, d'office, sous réserve des restrictions contenues dans le mandat :

1° prendre possession de tous les fonds détenus, dans un compte en fidéicommiss ou autrement, pour le vendeur ou par lui;

2° engager ces fonds pour la réalisation du mandat confié par le président et conclure les contrats nécessaires à cette fin;

3° ester en justice pour les fins de l'exécution de son mandat.

L'administrateur provisoire ne peut être poursuivi en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

**40.** Lorsqu'un administrateur provisoire est nommé, tous les documents, livres, registres et autres effets relatifs aux affaires du vendeur doivent, sur demande, être remis à l'administrateur provisoire.

**41.** Après avoir reçu un avis à cet effet de l'administrateur provisoire nommé pour un vendeur, une institution financière qui détient des fonds dans un compte en fidéicommiss ou autrement pour ce vendeur ne peut permettre un retrait ni effectuer un paiement à même ces fonds, sauf avec l'autorisation écrite de l'administrateur provisoire. Ces fonds doivent, sur demande, être mis en possession de l'administrateur provisoire suivant ses directives.

**42.** Les frais de l'administration provisoire et les honoraires de l'administrateur provisoire incombent au vendeur et deviennent payables dès leur approbation par le président.

À défaut par l'administrateur provisoire d'en pouvoir prélever la totalité sur les fonds propres du vendeur dont il a pu prendre possession



aux termes de l'article 41, le solde du compte peut être prélevé sur les fonds en fidéicomis et ce solde affecte alors au prorata la créance de chaque acheteur. En tel cas, chacun des acheteurs est subrogé dans les droits de l'administrateur provisoire contre le vendeur pour un montant égal à l'affectation de sa créance.

**43.** Un vendeur pour lequel un administrateur provisoire a été nommé peut en appeler à la Cour provinciale de la décision du président.

Les articles 340 à 349 de la Loi sur la protection du consommateur s'appliquent à cet appel en y faisant les adaptations nécessaires.

## CHAPITRE VI

### PREUVE, PROCÉDURE ET SANCTIONS

#### SECTION I

##### PREUVE ET PROCÉDURE

**44.** On ne peut déroger à la présente loi par une convention particulière.

**45.** À moins qu'il n'en soit prévu autrement dans la présente loi, l'acheteur ne peut renoncer à un droit que lui confère la présente loi.

**46.** Malgré l'article 1234 du Code civil, l'acheteur peut, s'il exerce un droit prévu par la présente loi ou s'il veut prouver que la présente loi n'a pas été respectée, administrer une preuve testimoniale, même pour contredire ou changer les termes d'un écrit.

**47.** Un document certifié conforme à l'original par le président de l'Office de la protection du consommateur ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin, est admissible en preuve et a la même force probante que l'original.

**48.** Le procureur général est dispensé de l'obligation de fournir caution pour obtenir une injonction en vertu de la présente loi.

**49.** Lorsqu'une injonction émise en vertu de la présente loi n'est pas respectée, une requête pour outrage au tribunal peut être présentée devant le tribunal du lieu où l'outrage a été commis.

**50.** Un avis donné par un vendeur ou par un dépositaire en vertu de la présente loi doit être rédigé dans la langue du contrat à l'occasion duquel il est donné.

**51.** Les dispositions de la présente loi s'ajoutent à toute disposition d'une autre loi qui accorde un droit ou un recours à l'acheteur.

## SECTION II

### RECOURS CIVILS

**52.** Si l'une des règles de formation visées à l'article 4 n'a pas été respectée ou si le contrat ne respecte pas une exigence de fond ou de forme prescrite par la présente loi ou par un règlement, l'acheteur peut demander la nullité du contrat.

L'acheteur peut également, sans préjudice de sa demande en dommages-intérêts, demander la nullité du contrat lorsque le vendeur ne s'est pas conformé à l'obligation prescrite par l'article 6.

Le tribunal accueille la demande en nullité présentée en vertu du présent article, sauf si le vendeur démontre que l'acheteur n'a subi aucun préjudice du fait que l'obligation ou l'une des règles ou des exigences susmentionnées n'a pas été respectée.

**53.** Si le vendeur manque à une obligation que lui impose l'un des articles 3, 9, 20, 21 ou 22, l'acheteur peut demander la nullité du contrat, sans préjudice de sa demande en dommages-intérêts. Il peut également demander des dommages-intérêts exemplaires.

**54.** L'acheteur peut demander la nullité du contrat d'achat préalable de sépulture ou demander la réduction des obligations qui en découlent, lorsque la disproportion entre les prestations respectives des parties est tellement considérable qu'elle équivaut à de l'exploitation de l'acheteur ou lorsque l'obligation de ce dernier est excessive, abusive ou exorbitante.

**55.** Une action fondée sur l'article 52 ou sur l'article 54 se prescrit par trois ans à compter de la formation du contrat.

Une action fondée sur l'article 53 se prescrit par un an à compter de la connaissance du manquement.

**56.** L'acheteur peut invoquer en défense ou dans une demande reconventionnelle un moyen prévu par la présente loi qui tend à repousser une action ou à faire valoir un droit contre le vendeur même si le délai pour s'en prévaloir par action directe est expiré.

**57.** Lorsque le vendeur est une corporation, un administrateur est conjointement et solidairement responsable avec la corporation des

sommes qui doivent être déposées en fidéicommis en vertu des articles 20 ou 21 ainsi que des sommes retirées autrement que conformément à la présente loi, à moins qu'il ne fasse la preuve de sa bonne foi.

### SECTION III

#### INFRACTIONS ET PEINES

**58.** Commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 1 500 \$ et d'au plus 75 000 \$ tout vendeur qui:

1° donne une information fausse ou trompeuse au président ou à une personne autorisée par lui à faire une enquête ou une inspection;

2° donne au dépositaire une information fausse ou trompeuse touchant une somme qu'il est tenu de déposer dans un compte en fidéicommis ou qu'il allègue avoir droit de retirer d'un tel compte;

3° est partie à un contrat dans lequel le prix d'un bien ou d'un service a été affecté par une ventilation de prix prohibée par le premier alinéa de l'article 9;

4° perçoit un paiement partiel ou total en vertu d'un contrat visé à l'article 10 avant l'expiration du délai de résolution prévu à cet article;

5° ayant perçu une somme qu'il est tenu de déposer dans un compte en fidéicommis auprès du dépositaire en vertu de l'article 20 ou de l'article 21, omet de déposer ainsi cette somme dans les 45 jours de sa perception;

6° effectue le retrait partiel ou total d'une somme déposée en fidéicommis en vertu de l'article 20 ou de l'article 21 autrement que conformément aux dispositions de l'un des paragraphes de l'article 30.

**59.** Commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 50 000 \$ tout vendeur qui:

1° omet de constater par écrit un contrat ou une modification à un contrat;

2° omet de transmettre dans les deux jours de la conclusion d'un contrat une copie de ce contrat à la personne désignée par l'acheteur, sauf si toutes les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 6 sont présentes et le dispensent de ce faire;

3° stipule dans un contrat une clause prohibée par le deuxième alinéa de l'article 9;

4° omet de remettre à l'acheteur, dans les 45 jours de la résolution d'un contrat faite en vertu de l'article 13, un montant égal à celui que l'article 18 prescrit de lui remettre;

5° omet de produire avec un dépôt ou un retrait qu'il effectue auprès du dépositaire une liste comprenant toutes les mentions énoncées à l'article 23.

**60.** Commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 25 000 \$ tout vendeur qui:

1° omet de respecter une des règles de formation des contrats auxquelles réfère l'article 4, à l'occasion de la conclusion ou de la modification d'un contrat;

2° omet d'indiquer, dans un contrat d'arrangements préalables de services funéraires ou dans une modification à un tel contrat, une mention prescrite par l'article 7 pour ce contrat ou pour cette modification;

3° omet d'indiquer, dans un contrat d'achat préalable de sépulture ou dans une modification à un tel contrat, une mention prescrite par l'article 8 pour ce contrat ou pour cette modification;

4° à l'une de ses places d'affaires, omet à un moment quelconque de mettre à la disposition du public la liste de prix visée à l'article 37;

5° omet de transmettre au président, à une époque où celui-ci en exige un, un rapport de ses activités en la manière déterminée par le président.

**61.** Commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 10 000 \$ tout vendeur qui:

1° omet d'annexer au double du contrat qu'il remet à l'acheteur une formule de résolution conforme au modèle de l'annexe 1, lorsque le contrat est conclu dans les circonstances mentionnées à l'article 5;

2° omet, lorsqu'une demande à cet effet lui est faite par le président, de transmettre à ce dernier l'engagement visé à l'article 19 dans le délai fixé par le président;

3° contrevient à une disposition d'un règlement dont la violation constitue une infraction.

**62.** Commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 1 500 \$ et d'au plus 75 000 \$ tout dépositaire qui:

1° fait une déclaration fausse ou trompeuse touchant son administration des fonds en fidéicommiss ou l'utilisation de ceux-ci;

2° permet qu'une somme qui a été déposée en fidéicommiss auprès de lui en vertu de l'article 20 ou de l'article 21 fasse l'objet d'un retrait partiel ou total autrement que conformément aux dispositions de l'un des paragraphes de l'article 30;

3° omet de distraire, entre le 15 mars et le 31 mars d'une année, la partie des revenus générés par les fonds en fidéicommiss que l'article 26 l'oblige à distraire pour cette année;

4° omet de retenir en fidéicommiss jusqu'à ce qu'il doive les libérer conformément à l'article 31, des revenus qu'il est tenu de retenir en fidéicommiss en vertu de l'article 26.

**63.** Commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 50 000 \$ tout dépositaire qui:

1° permet que tout ou partie des fonds en fidéicommiss qu'il détient fassent l'objet d'un placement sous une forme autre que l'une des formes autorisées par l'article 16 ou pour un terme excédant 5 ans;

2° omet de tenir à jour la comptabilité prescrite par le premier alinéa de l'article 32.

**64.** Commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 25 000 \$ tout dépositaire qui:

1° omet de conserver pour la période prévue par règlement un document produit en vertu de l'article 30;

2° omet de transmettre par écrit à un acheteur, dans les 30 jours du premier dépôt en fidéicommiss effectué pour son compte et dans la langue du contrat, les informations prescrites par l'article 34;

3° contrevient à une disposition d'un règlement dont la violation constitue une infraction.

**65.** Commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 1 500 \$ et d'au plus 75 000 \$ toute institution financière qui détient des fonds dans un compte en fidéicomis ou autrement pour un vendeur et qui, après avoir reçu de l'administrateur provisoire nommé pour ce vendeur l'avis prévu à l'article 41:

1° permet un retrait ou effectue un paiement à même ces fonds sans avoir obtenu l'autorisation écrite de l'administrateur provisoire;

2° omet, alors que l'administrateur provisoire le requiert, de mettre ces fonds en possession de ce dernier suivant ses directives.

**66.** Commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 1 500 \$ et d'au plus 75 000 \$ toute personne qui:

1° sollicite ou conclut un contrat visé à l'article 3 sans détenir un permis de directeur de funérailles au moment de la sollicitation ou de la conclusion du contrat;

2° donne une information fausse ou trompeuse à un administrateur provisoire nommé conformément à l'article 38.

**67.** Commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 25 000 \$ toute personne qui omet de remettre à l'administrateur provisoire nommé pour un vendeur un document, livre, registre ou autre effet relatifs aux affaires du vendeur que l'administrateur provisoire demande.

**68.** En cas de récidive dans les deux ans suivant la dernière condamnation pour une infraction définie par la même disposition, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende dont le minimum et le maximum sont deux fois plus élevés que ceux prévus pour cette infraction à l'article qui la définit.

**69.** Lorsqu'une corporation commet une infraction prévue par la présente loi, un administrateur de cette corporation ou un représentant de celle-ci qui avait connaissance de cette infraction, est partie à l'infraction et est passible d'une peine égale à celle prévue pour cette infraction, à moins qu'il n'établisse à la satisfaction du tribunal qu'il n'a pas acquiescé à la commission de cette infraction.

**70.** Une personne qui accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider une personne à commettre une infraction prévue par la présente loi, ou qui conseille, encourage ou incite une personne à

commettre une infraction, commet elle-même l'infraction et est passible de la peine prévue pour cette infraction.

**71.** Une poursuite pénale en vertu de la présente loi est intentée par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin. Le dépôt d'une plainte fait présumer que la personne qui l'a signée est autorisée à la porter.

La Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) s'applique à une telle poursuite.

**72.** Lorsqu'un vendeur plaide coupable ou est trouvé coupable d'une infraction prévue à l'article 58, le tribunal peut demander au président de l'Office de la protection du consommateur un rapport écrit sur les activités économiques et commerciales du vendeur, afin de lui permettre de prononcer la sentence.

**73.** Si une personne omet, de façon répétée, de se conformer à une obligation que lui impose l'un des articles 3, 9, 20, 21, 22, 24, 26 ou 79, le Procureur général peut, après lui avoir intenté des poursuites pénales, requérir de la Cour supérieure un bref d'injonction interlocutoire enjoignant à cette personne, à ses administrateurs, représentants ou employés de cesser la commission des infractions reprochées jusqu'au prononcé du jugement final à être rendu au pénal.

Après prononcé de ce jugement, la Cour supérieure rend elle-même son jugement final sur la demande d'injonction.

## CHAPITRE VII

### RÈGLEMENTATION

**74.** Le gouvernement peut faire des règlements pour :

1° déterminer la présentation matérielle d'un contrat et les mentions additionnelles qu'il doit contenir ainsi que la teneur et les modalités de distribution ou de remise d'un autre document visé par la loi ou par un règlement;

2° déterminer la période de conservation d'un document produit en vertu de l'article 30;

3° déterminer, pour les fonds en fidéicommis, des formes de placements additionnelles à celles mentionnées à l'article 25;

4° déterminer l'époque, les modalités et les conditions de transfert d'un dépositaire à un autre, des fonds en fidéicommiss et des sommes visées à l'article 79;

5° déterminer l'époque, les conditions et les modalités relatives au dépôt en fidéicommiss des sommes visées à l'article 79;

6° exempter une catégorie de personnes qu'il détermine de l'application de la présente loi, en tout ou en partie, et fixer des conditions à cette exemption;

7° déterminer, parmi les dispositions d'un règlement, celles dont la violation constitue une infraction.

## CHAPITRE VIII

### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

**75.** Le ministre de la Justice est chargé de l'application de la présente loi.

**76.** L'Office de la protection du consommateur surveille l'application de la présente loi.

**77.** Le président de l'Office de la protection du consommateur peut exiger d'un vendeur un rapport de ses activités aux époques et en la manière que le président détermine.

**78.** Pour l'application de l'article 26 lors du premier calcul effectué après l'entrée en vigueur de la présente loi, le pourcentage auquel doit équivaloir la partie des revenus à retenir est un pourcentage du solde moyen des fonds en fidéicommiss durant les mois compris entre celui précédant la date d'entrée en vigueur de la loi et la fin de l'année se terminant le 31 décembre précédant le calcul, lequel solde est calculé à partir des soldes mensuels moyens des mois ainsi compris.

Ce pourcentage est déterminé de la façon prévue au troisième alinéa de l'article 26, en considérant l'indice des prix à la consommation de l'année courante comme étant la moyenne des indices mensuels de ces prix pour les mois visés à l'alinéa précédent et en considérant l'indice des prix à la consommation de l'année précédente comme étant la moyenne des indices mensuels de ces prix pour chacun des mois précédant immédiatement l'entrée en vigueur de la loi jusqu'à concurrence d'un nombre de mois égal à celui des mois visés à l'alinéa précédent.



**79.** Les sommes qui devaient être placées dans un compte en fiducie en vertu de l'article 256 de la Loi sur la protection du consommateur doivent, à l'époque, aux conditions et selon les modalités prévues par règlement, être déposées dans un compte en fidéicommiss distinct de celui prévu à l'article 20, auprès d'un dépositaire.

**80.** Les chapitres III, IV et V de la présente loi, à l'exception des articles 20, 21, 26 à 29, 31, 34, 36 et 37, l'article 57, la section III du chapitre VI et l'article 77 s'appliquent, en faisant les adaptations nécessaires et, notamment, en remplaçant les mots « en vertu des articles 20 ou 21 » lorsqu'on les y retrouve, par les mots « en vertu de l'article 79 », aux sommes visées à l'article 79 et aux transactions concernant celles-ci.

**81.** La Loi sur la protection du consommateur est modifiée par l'insertion, après l'article 5, du suivant :

« **5.1** Sont exclus de l'application de la section sur les contrats conclus par un commerçant itinérant, de l'article 86 et du titre sur les comptes en fiducie, les contrats régis par la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1987*). ».

**82.** La Loi sur la protection de la santé publique est modifiée par l'insertion, après l'article 40.3, du suivant :

« **40.4** Sur recommandation du président de l'Office de la protection du consommateur, le ministre peut annuler, suspendre ou refuser de renouveler le permis de directeur de funérailles de tout détenteur qui a été déclaré coupable :

1° d'une infraction prévue par la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1987*);

2° d'une infraction visée à l'article 278 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) commise alors que ce détenteur agissait comme vendeur au sens de la loi mentionnée au paragraphe 1°. ».

**83.** Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

## ANNEXE 1

### FORMULE DE RÉSOLUTION

(LOI SUR LES ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES  
FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE, ART. 5)

A: .....  
*(nom du vendeur ou de son représentant)*

.....  
*(adresse du vendeur ou de son représentant)*

Date: .....  
*(date d'envoi de la formule)*

En vertu du premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur les  
arrangements préalables de services funéraires et de sépulture, j'annule  
le contrat portant le numéro ..... , conclu le  
*(numéro du contrat)*

..... à .....  
*(date de la conclusion du contrat) (lieu de la conclusion du contrat)*

.....  
*(nom de l'acheteur)*

.....  
*(signature de l'acheteur)*

.....  
*(adresse de l'acheteur)*

## ANNEXE 2

## ENGAGEMENT DU DÉPOSITAIRE

(LOI SUR LES ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES  
FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE, ART. 19)

NOUS, SOUSSIGNÉS, .....  
nous engageons à assumer les devoirs, les obligations et les  
responsabilités que la Loi sur les arrangements préalables de services  
funéraires et de sépulture impose au dépositaire, quant aux sommes  
déposées en fidéicommis en vertu de cette loi par .....  
..... , vendeur.

Engagement signé à ..... ,  
le ..... ,  
par .....  
*(personne dûment autorisée)*